



**PRÉFÈTE  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 22/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Métropole de Lyon**

Station d'épuration  
Chemin du barrage  
69310 Pierre-Bénite

Références : PRICAE-PRC-23-006-JA  
Code AIOT : 0006103676

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement Métropole de Lyon implanté Station d'épuration Chemin du barrage 69310 Pierre-Bénite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été menée dans le cadre d'une action nationale 2022 de contrôle du respect de l'autosurveillance des rejets aqueux et de recalage de l'autosurveillance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Métropole de Lyon
- Station d'épuration Chemin du barrage 69310 Pierre-Bénite
- Code AIOT : 0006103676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation contrôlée est une installation d'incinération de boues de station d'épuration urbaines provenant de la station d'épuration de Pierre Bénite mais également de stations extérieures de la métropole lyonnaise.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** action nationale 2022 sur l'autosurveillance des rejets aqueux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 9.4	Lettre de suite	1 mois
6	Autosurveillance - GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 9.1.	1 mois
4	Autosurveillance - fréquence	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 11.3	1 mois
5	Autosurveillance - valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 9.5	1 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	1 mois
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Autosurveillance - débit	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 11.3

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a un an de retard dans la déclaration de son autosurveillance dans GIDAF. L'exploitant a fait valoir des difficultés en terme de personnel mais s'est engagé à rattraper le retard.

Il est demandé à l'exploitant de remplir GIDAF sous 1 mois.

Une fois ces informations disponibles, cela permettra de vérifier certains des points de contrôles sur la conformité des rejets et le respect des fréquences de surveillance.

Il est également demandé à l'exploitant des justificatifs d'accréditation et d'agrément des laboratoires réalisant les prélèvements et analyses.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 9.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un schéma des réseaux (issu du synoptique des installations) : les effluents du site sont les purges de la tour aéroréfrigérante et les purges des laveurs de gaz d'incinération. Ces effluents sont traités sur site (coagulation, floculation, décantation et mise à niveau pH) avant d'être envoyés vers la station d'épuration de Pierre Bénite.
<b>Demande :</b> l'exploitant doit transmettre sous un mois le plan des réseaux afin de vérifier qu'il existe également un plan des réseaux tenu à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 2 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).[...]            Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>            Sur site, la présence d'un point de prélèvement sur le rejet, asservi au débit a été constaté. Ce point de prélèvement se situe dans un des locaux du bâtiment, facilement accessible.</p> <p>D'après les schémas remis lors de la visite, il apparaît que le rejet est constitué            - des purges des laveurs de gaz de l'installation d'incinération (environ 2 m<sup>3</sup>/h)            - et des purges des installations de refroidissement (« TAR ») (environ 11 m<sup>3</sup>/h).            Le point de prélèvement se situe <u>après mélange</u> de ces effluents. Or des valeurs limites différentes et des fréquences de surveillance différentes s'appliquent à ces 2 types de rejets :            - pour les laveurs de gaz : arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux            - pour les purges de TAR : arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations à enregistrement sous la rubrique 2921</p> <p><u>Demande :</u> il faut donc déplacer le dispositif de prélèvement pour qu'il prélève uniquement les rejets des laveurs, et prévoir d'autres prélèvements pour les purges de TAR (fréquence trimestrielle et annuelle dans l'AM 2921).  <b>L'exploitant doit indiquer sous 1 mois les actions prévues et le planning pour mettre en œuvre ces actions correctives le plus rapidement possible</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Autosurveillance - débit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 11.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant doit réaliser la mesure en continu du débit.</p>
<p><b>Constats :</b>            La valeur du débit rejeté est visible en continu sur l'écran de supervision en salle de contrôle. Par ailleurs, l'asservissement du prélèvement au débit a été vérifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Autosurveillance - fréquence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 11.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le site n'a effectué aucune saisie dans GIDAF en 2022, le respect de la fréquence d'autosurveillance n'a donc pas pu être réalisé (fréquences journalières, mensuelles et semestrielles selon les polluants). → <b>voir constat n°6 sur le remplissage de GIDAF.</b> En revanche, l'exploitant a bien transmis à l'inspection les résultats d'analyses semestrielles en dioxines et furannes en 2022. Le programme de surveillance suite à la modification « RSDE » en août 2017 de l'arrêté ministériel incinération du 20 septembre 2022 n'a pas été vérifié. L'exploitant a remis un porter-à-connaissance par courrier du 20 janvier 2021 pour faire le point sur le suivi nécessaire ou non de certaines substances. Ce document sera instruit par ailleurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Autosurveillance – valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de traitement dans une station urbaine, les effluents aqueux doivent respecter au minimum les valeurs limites définies aux points 4 à 17 de l'annexe IV de l'AM du 20 septembre 2002.
<b>Constats :</b> Le site n'a effectué aucune saisie dans GIDAF en 2022, le respect des valeurs limites n'a donc pas pu être réalisé → <b>voir constat n°6 sur le remplissage de GIDAF et constat n°2 sur la position du point de prélèvement.</b>  Toutefois, les résultats des contrôles semestriels de 2022 montrent des valeurs conformes aux valeurs limites à l'exception d'un dépassement en température en mai 2022 pour lequel l'exploitant doit fournir un commentaire.  <u>Demande</u> : fournir sous 1 mois les causes et actions correctives concernant le dépassement en température lors du contrôle semestriel du 5 mai 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 6 : Autosurveillance - GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Le site n'a effectué aucune saisie dans GIDAF en 2022.  <b>Demande :</b> Il s'agit d'une non conformité que l'exploitant doit corriger en déclarant <b>sous 1 mois</b> toutes les données 2022 dans GIDAF et en veillant à respecter désormais une transmission mensuelle de l'autosurveillance. Il est rappelé que les résultats doivent être accompagnés de commentaires en cas de dépassement, sur les causes et actions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Les prélèvements pour l'autosurveillance sont faits par le laboratoire du Grand Lyon qui est accrédité selon l'exploitant.  <b>Demande :</b> l'exploitant transmettra sous 1 mois le justificatif d'accréditation du laboratoire réalisant les prélèvements, selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice « eaux résiduaires » selon la norme FDT-90-523-2 en vue d'analyse physico-chimique.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le laboratoire qui fait les analyses pour l'autosurveillance est un laboratoire sous-traitant du laboratoire du Grand Lyon.</p> <p><u>Demande</u> : l'exploitant transmettra sous 1 mois les justificatifs de l'agrément du laboratoire d'analyse pour chaque paramètre à contrôler. A défaut d'agrément, des contrôles de recalage par un laboratoire agréé doivent être mis en œuvre (avec prélèvement sous accréditation) et dont les résultats doivent être comparés à ceux de l'autosurveillance du site sur la même période de 24 h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites